

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Nouveau-gouvernement-de-gauche-en-Equateur-queelles-perspectives>

# **Nouveau gouvernement de gauche en Equateur, quelles perspectives ?**

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : vendredi 19 janvier 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Nelson F. Núñez Vergara

[Dial](#). Le 18 décembre 2006.

[Lire en español](#)

Les résultats officiels en Equateur donnent 57% au candidat de gauche, il a gagné dans 19 des 22 provinces du pays. C'est le meilleur résultat obtenu depuis 1997 dans une élection présidentielle. Son triomphe signifie pour l'Equateur le début d'un processus politique similaire à ceux que vivent actuellement le Venezuela et la Bolivie. Dans le climat régional, cela renforce la place de la gauche avec des conséquences politiques, économiques et militaires.

### Les erreurs de la droite

La première erreur de Álvaro Noboa de PRIAN [1] - qui a perdu trois élections consécutives - a été de radicaliser son discours de droite, en abandonnant le centre et en faisant peur aux électeurs. Il a accentué son profil extrémiste en abandonnant les politiques de l'état sur le plan international dans le domaine énergétique. Il a annoncé qu'il romprait les relations avec Cuba et le Venezuela et impliquerait le pays dans le conflit colombien en appuyant le président Uribe. Ceci dit dans un pays où le président Chávez a 80% de sympathisants, où Cuba a construit quatre hôpital, et où milles jeunes étudient dans cette île. Noboa a aussi affirmé qu'il signerait le Traité de Commerce Libre TLC sans aucune consultation et qu'il réviserait la réforme sur les hydrocarbures qui avait permis à l'Equateur d'obtenir des rentrées d'argent de l'ordre de 2,000 millions d'USD. Beaucoup s'accordent pour dire que l'Equateur est l'un des pays les plus instables de la région, mais à la différence de ses voisins, il a développé des politiques qui s'appuient sur un soutien des différents secteurs sociaux de droite et de gauche.

Il n'a pas réussi à obtenir l'appui des autres partis de la droite comme le PSC [2] et le PSP [3] qui avaient laissé à leurs militants toute liberté pour leurs votes. Les militants de ces parties dans de nombreuses localités ont choisi d'appuyer le candidat de gauche. Noboa n'a pas non plus su se départir de l'image négative de chef d'entreprise peu scrupuleux qui a "accumulé du pouvoir pour son propre bénéfice." L'OIT [4], Human Rights Watch et la Fédération des Travailleurs Bananiers ont dénoncé le fait qu'il employait des enfants dans ses plantations et empêchait la formation de syndicats en utilisant des paramilitaires. Ses grandes propositions populaires ont perdu tout crédit lorsque la presse dénonça le fait que des dizaines de milliers de documents offrant aux plus pauvres des habitations s'il gagnait les élections avaient été mis à la poubelle. Les derniers jours, Noboa modifia sa posture et chercha à se justifier face aux dénonciations périodiques mais il était déjà trop tard, car il n'avait plus la crédibilité nécessaire comme l'ont signalé divers analystes.

Il était appuyé par le secteur de l'association de l'industrie des hydrocarbures d'Equateur (AIHE) qui réunit les entreprises pétrolières qui opèrent dans le pays avec l'espoir qu'un gouvernement de droite freine ce qu'ils appellent le "chantage et les attaques" des peuples indigènes d'Amazonie. Il aussi le soutien des secteurs financiers qui se compromettent dans des activités spéculatives sur la dette extérieure.

Le système électoral des partis de droite n'a que très peu de légitimité. Nous n'avons pas pu éviter que durant le premier tour, le candidat conservateur a acheté des votes avec de l'argent, des dons alimentaires et autres cadeaux. Il a aussi largement dépassé les limites des dépenses de propagande permises par la loi. Le système informatique de décompte rapide, en charge de l'entreprise brésilienne E-vote ainsi qu'une enquête indépendante d'une équipe spécialisée de l'université polytechnique nationale - la plus prestigieuse du pays dans ce domaine - ont signalé que des "irrégularités se sont produites" ayant altéré jusqu'à 200 mille votes au cours du premier tour. La mission d'observation de l'OEA n'ayant pas signalé ces faits, son chef Rafael Bielza a été durement critiqué jusqu'à être retiré de la tête de l'organisation 24 heures avant le premier tour. Durant le second tour, il a été demandé au TSE [5] de

trouver des moyens pour garantir la transparence du processus. La gauche a mis à disposition du personnel dans 90% des bureaux de vote pour éviter des altérations des votes et renforcer l'équipe informatique en charge de la transmission des données.

### La révolution équatorienne ?

Rafael Correa, dans le premier tour, s'est centré sur son programme de réformes structurales, mais dans le deuxième il propose une série de mesures - selon ses critiques - de type populiste, qui lui ont aussi permis de neutraliser les propositions de Noboa. Une autre réussite a été le soutien de tous les partis politiques du centre et de la gauche traditionnelle. Il a réaffirmé l'appui des mouvements sociaux urbains, et a obtenu l'appui de tout le mouvement autochtone, malgré la passivité de certains dirigeants qui, dans le premier tour, appuyèrent Luis Macas. Il y a eu une activité intense de l'organisation dans les zones rurales et les villes, pour appuyer la campagne et le jour des élections, cela a été clef pour surveiller le processus électoral et pour gagner les élections.

La gauche veut faire des changements profonds de la structure de l'état pour reconstruire l'institution à laquelle les partis traditionnels ont sérieusement nuis- Pachakuitk [6] y compris- pour réformer le Congrès National, le Pouvoir Judiciaire, le Tribunal Constitutionnel, le Tribunal Électoral et autres. Le président élu a réaffirmé que dès sa prise de fonction le 15 janvier 2007, il va convoquer à une consultation populaire pour obtenir le soutien pour choisir une Assemblée Nationale constituante (des pleins pouvoirs), avec de nouvelles règles électorales. Le PRIAN, et le Parti Social Chrétien vont s'y opposer comme a dit le député José Fernando Torres par rapport au prochain gouvernement de la gauche : "s'il veut une guerre, une guerre il aura". Le PRE, PSP de Lucio Gutiérrez et le Parti de la Gauche Démocratique ID ont sont montrés disposés à négocier pour que le Congrès National met en place les réformes constitutionnelles. Mais l'opposition la plus conservatrice aura le contrôle du parlement, ce qui probablement produira une crise gouvernementale dans le premier trimestre de 2007.

La faiblesse de cette opposition est sa pauvre légitimité. Les votes nuls et blancs ont été supérieurs à 50 % des votes, ce qui constitue un chiffre plus important que laquelle des votations partisans pour le congrès. En essayant de bloquer la consultation nationale, le gouvernement pourrait remettre en cause la possibilité de dissoudre le congrès, et appeler à une ample mobilisation nationale d'appui contre les partis de la droite afin de les obliger à négocier.

### Une bonne période économique pour un modèle différent

L'Équateur est dans une bonne période économique grâce au prix du pétrole. Sa production est de 530.000 barils par jour, et avec l'envoi des remises des émigrants - 2005 millions d'USD en 2005 - sont la base de l'économie nationale. Ces remises représentent 8 % de PIB et sont - selon une information du BID - plus grands que les flux combinés d'inversion étrangère directe et d'aide officielle pour le développement.

La réforme de la Loi d'Hydrocarbures a donné à l'état des ressources additionnelles, mais le gouvernement est conscient d'avoir besoin de profiter ce moment pour appliquer ses réformes économiques structurales. Le Ministre de l'Énergie Alberto Acosta - un économiste prestigieux - va renégocier les contrats pétroliers - en incluant probablement Petrobrás [7] - que le gouvernement considère désavantageux. Aussi il veut réintégrer l'Équateur à l'OPEP [8], et obtenir une alliance énergétique stratégique avec le gouvernement vénézuélien. Les accords cherchent de moderniser l'entreprise étatique PetroEcuador avec l'aide de l'entreprise vénézuélienne PDSVA et de construire des raffineries pour produire des dérivés en économisant des devises. Ces plans sont négociés par l'actuel gouvernement, mais ils ont été bloqués par la pression des entreprises des Etats Unis. Ces négociations ont été réengagées et le Président Correa a annoncé que le 16 janvier, le Venezuela commencera à raffiner le pétrole équatorien. Aussi le gouvernement du président Palacios a paralysé les enchères de sept gisements marginaux de brut avec des réserves prouvées de 120 millions de barils environ. Le nouvel gouvernement va aussi contrôler le

dommage à l'environnement et les activités de ses relations communautaires, qui ont joué un rôle très important dans la destruction des organisations autochtones dans la région amazonienne. Le prochain gouvernement sait que les opportunités dans ce terrain sont en train de s'épuiser. Les projections des spécialistes considèrent qu'à partir de 2012 la production pétrolière sera irrémédiablement réduite et que l'Équateur sera en 2023 un pays importateur.

L'autre axe sera la renégociation de la dette externe. Le prochain Ministre de l'Économie sera Ricardo Patiño, qui est un critique sérieux du néolibéralisme et de la forme dans laquelle a été acquise et négociée la dette externe, qui monte actuellement à 16,850 millions de dollars avec des services de 2000 millions. La renégociation peut inclure une moratoire des paiements ou l'utilisation des réserves financières accumulées pour son rachat. Les audits continueront et permettront de contester ce qu'ils appellent une "dette illégitime et illégale". Cela n'est pas pour rien insensé comme le montre la décision du gouvernement norvégien que, en octobre, a annulé unilatéralement et sans conditions la dette qu'il avait avec l'Équateur, le Pérou, la Jamaïque, l'Égypte, et la Sierra Leone, pour considérer qu'elle avait été contractée d'une manière irrégulière (cette remise ne va être pas considérée ni comme Aide Officielle pour le Développement ni comme Fonds de Coopération). L'Équateur, dans ce cas, avait déjà payé 100 millions de dollars et il en restait encore 35, d'un emprunt de 59 millions.

Ces audits sont effectués par une Commission Spéciale nommée par le président Palacios en mars et dirigée par le Monseigneur Luis Albert Luna, qui est liée aux secteurs les plus progressistes de l'Église Catholique. Le prochain gouvernement évalue aussi l'épargne qu'il obtiendrait en payant en avance ou bien les inversions alternatives dans l'industrie pétrolière. Cette alternative donnerait une meilleure utilité en raison d'une majeure taux de retour. Aussi, le gouvernement vénézuélien propose d'acheter une majeure quantité de bons de la dette publique équatorienne - comme il l'a fait avec l'Argentine et la Bolivie. Ces mesures permettraient au gouvernement de gauche de réduire stratégiquement la dette publique et d'éviter les pressions du Fonds monétaire international et des Etats-Unis. Cela, en plus, serait une bonne affaire pour Caracas.

Une autre mesure du nouvel gouvernement serait la réforme de la loi d'institutions financières qui va obliger à la banque à rapatrier 2000 millions de dollars déposés aux États-Unis, en stimulant ainsi le crédit national. Il s'agit d'un sujet très délicat pour les Equatoriens, qui, en 1999, ont subi pertes de jusqu'à 5000 millions de dollars, à cause de la crise financière provoquée par les mauvaises conduites de la banque privée et la complicité du gouvernement de Jamil Mahuad. L'ex-président réside aux Etats Unis et a des accusations pour actes de corruption. La firme d'un Accord de Libre-échange avec les Etats-Unis est aussi écartée. À la décision du prochain gouvernement s'ajoutent des changements dans le prochain congrès des Etats-Unis. La majorité démocrate semble peu disposée à approuver des accords commerciaux de ce type, et elle ne veut pas renouveler les facultés du président Bush de continuer les négociations qui expirent le 30 juin 2007. Pendant ce temps, le Pérou essaie d'utiliser le triomphe de Correa comme un argument pour convaincre le parti démocrate de ce qu'il est un des ses rares alliés dans la région et qu'il doit être soutenu contre l'axe "chavista" qui est maintenant devenu plus fort.

Toutes ces annonces ont provoqué une grande nervosité dans Wall Street, où le risque pays a augmenté depuis le 24 octobre de 509 à 604 points. Il y a une vente massive des bons de gouvernement équatoriens et les Credit Default Swap CDS - qui sont une assurance contre la cessation de paiements - qui ont maintenant un prix similaire à ceux de l'Irak.

### **Les chefs d'entreprise et les Indigènes d'Équateur.**

Le secteur patronal ne partage pas une opinion commune au sujet du nouveau gouvernement équatorien, selon les intérêts particuliers de chacun. Les entreprises liées aux groupes de spéculation financière qui gèrent la Banque et qui ont des intérêts en rapport avec la dette extérieure, seront fortement en opposition au gouvernement de Rafael Correa. Les compagnies pétrolières, de leur côté, seront prêtes à négocier avec ce dernier, en se fiant aux expériences vénézuélienne et bolivienne, et à réduire leurs profits tout en offrant une distribution plus équitable.

Également, elles devront assumer les coûts reliés à la pollution de l'environnement qu'elles ont engendrée, spécialement dans l'Oriente (Amazonie). Les organismes nationaux, quant à eux, pourront obtenir d'importants contrats du gouvernement, solutionnant le problème du secteur tertiaire en échange de crédits et d'une recherche intensive de marchés nouveaux pour les exportations, en même temps que d'une augmentation de la consommation intérieure.

Pour sa part, le mouvement indigène traverse une étape difficile. Il est actuellement divisé en trois branches distinctes. La première, dite « populiste », contrôle l'appareil central de la CONAIE. Elle a appuyé la candidature de Luis Macas, qui n'a obtenu que 2,9 % du suffrage au premier tour. En font partie des fonctionnaires indigènes qui occupent des postes au sein de l'État et qui craignent les engagements que Correa a pris auprès d'autres organisations indigènes telle la FENOCIN [9]. La défaite de leur candidat au premier tour les a grandement meurtris, mais ils continuent de se proclamer les « interlocuteurs et représentants » du mouvement indigène.

Une deuxième branche consiste en ce que divers analystes qualifient de « mafia indigène », composée d'anciens dirigeants de la CONAIE et de la FEINE d'orientation évangélique, qui furent impliqués dans le régime de Lucio Gutiérrez. Les investigations de l'agence de renseignements de la République, ainsi que d'autres enquêtes, les ont identifiés comme responsables de graves irrégularités et d'actes de corruption se chiffrant à plusieurs millions de dollars. Cette branche a joué un rôle-clé dans le triomphe du Parti Société Patriotique dans l'Oriente et dans la Sierra, où plusieurs gouvernements locaux ont gagné. Au second tour, ils ont appuyé Alvaro Noboa mais ont perdu de manière accablante et sont aujourd'hui dans un état d'alerte extrême.

La troisième branche est formée de groupes que l'on pourrait définir comme la « gauche indigène », essentiellement constitués de dirigeants provinciaux, d'intellectuels indigènes et de quelques dirigeants nationaux de la CONAIE. Ils se sont opposés tant à la domination de Macas et de sa bande qu'à celle de la mafia indigène dans l'Oriente. Toutefois, la principale faiblesse de cette branche réside dans le fait qu'elle ne peut coordonner ses activités sur le plan national et qu'ainsi elle se retrouve constamment attaquée ou isolée. Néanmoins, son influence fut grande dans l'appui majeur qu'a apporté la population autochtone à la candidature de Correa, qui a gagné au second tour dans toutes les provinces de l'Oriente et de la Sierra avec une moyenne de 67%.

### L'ambiance régionale

L'Amérique latine se départage désormais en trois blocs idéologiques. Le premier bloc comprend le Mexique, la Colombie et le Pérou, pays alliés des États-Unis. Le second bloc regroupe les gouvernements de gauche « radicale » du Venezuela, de la Bolivie et de Cuba, auxquels s'ajouterait à présent l'Équateur. Finalement, les gouvernements de la gauche « modérée » du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili forment le troisième bloc. Jusqu'à présent, c'est le Venezuela qui agit comme initiateur de changement, par le biais d'importants traités politiques et économiques dans la zone du MERCOSUR, ce qui permet une complémentarité croissante des économies de la région.

Sur le plan militaire, il y a plusieurs problèmes. D'une part, les troupes étasuniennes devront quitter l'Équateur d'ici deux ans, car ne sera pas renouvelée la convention de Manta. D'ici là, elles vont intensifier leur contrôle et leurs efforts pour accomplir les termes des accords anti-drogues, tout en évitant de s'impliquer dans des activités reliées au conflit colombien. Le président élu de l'Équateur a résumé avec ironie sa position avec la phrase suivante : « Une base militaire nord-américaine ne sera tolérée à Manta que si les États-Unis permettent l'établissement d'une base militaire équatorienne à Miami ».

Le Pentagone a alerté le Président Bus de la montée des courants nationalistes au sein des militaires encouragés par les succès du Venezuela. Pour cette raison fut réactivé le Programme d'aide militaire pour les Forces armées (FFAA) de 11 pays latino-américains et des Antilles. Ce programme avait été interrompu en 2002 suite au refus de

Quito et d'autres gouvernements de souscrire aux traités bilatéraux visant à exempter les militaires étasuniens de la juridiction de la Cour suprême internationale. Cependant, il est possible que le nouveau gouvernement de gauche refuse ou pose des conditions à sa collaboration, notamment pour l'envoi d'officiers en stages de spécialisation à la « nouvelle » École des Amériques (SOA). Ce centre de formation militaire fut sévèrement blâmé pour avoir hébergé les principaux responsables des violations de droits humains (DDHH) en Amérique latine. Par ailleurs, les États-Unis sont en train de mettre sur pied de nouvelles bases militaires au Paraguay et le congrès péruvien modifie en ce moment sa législation sur l'admission de troupes étrangères sur son territoire.

Les gouvernements de gauche sont en train de développer une stratégie sur cette question, afin d'éviter que ne se répètent les événements des années 1970, alors que l'administration étasunienne appuyait les coups d'État contre les gouvernements progressistes. Ils cherchent à moderniser leurs Forces armées, à améliorer leurs services de renseignement et à développer une stratégie régionale qui puisse faire contrepoids au traditionnel contrôle des États-Unis. Le Venezuela a purgé de ses Forces armées les secteurs « pro nord-américains » et est en train de signer avec la Bolivie un accord de coopération militaire pour moderniser leurs Forces armées. Les ministères des Affaires étrangères de Lima et de Santiago se méfient de ces accords et ont accusé le Venezuela d'interventionnisme. Toutefois, en octobre 2005 - peu avant le triomphe d'Evo Morales -, le commandant d'alors de l'armée bolivienne, le général Marcelo Antezana, de concert avec l'ambassade étasunienne, avait livré aux États-Unis les missiles antiaériens donnés par la Chine en 1993 et qui constituaient un recours important pour la défense stratégique. Aujourd'hui, les militaires impliqués dans cette transaction sont poursuivis pour trahison envers la patrie.

Les Forces armées équatoriennes comprennent plusieurs secteurs en leur sein. D'un côté, il y a le secteur pro étasunien qui se méfie fortement de Rafael Correa et qui a fait des pressions auprès de l'actuel gouvernement d'Alfredo Palacios afin que Quito n'accueille pas au mois d'août la Commission de l'Observatoire des Amériques (SOAW), qui vise à expliquer comment la politique des États-Unis affecte les droits humains de la région. D'un autre côté, il existe aussi des secteurs « progressistes et nationalistes » qui peuvent appuyer le nouveau gouvernement de gauche pour la révision du Livre blanc des Forces armées, dans lequel seront assignés leurs nouveaux rôles dans le combat contre le narcotrafic. Ces secteurs envisagent de développer une politique propre à la Défense nationale et de ne pas déplacer le « Centre de gravité stratégique » des Forces armées vers la frontière nord ainsi que le souhaitent les États-Unis. Les gouvernements des États-Unis et de la Colombie vont aller de l'avant avec ce qu'il est convenu d'appeler le « Plan Colombia II », au coût de 4 milliards 729 millions de dollars, ainsi que l'a annoncé le sous-secrétaire des Affaires politiques du département d'État, Nicholas Burns. Les tensions risquent de s'aggraver entre la Colombie et l'Équateur, car le gouvernement d'Alvaro Uribe a annoncé que seront reprises au cours des prochains jours les fumigations à la frontière, malgré les protestations équatoriennes.

### **Le début d'un rêve ou d'un cauchemar**

Le triomphe de la gauche en Équateur clôt un chapitre initié en 1991 avec les soulèvements indigènes. Le futur gouvernement de Rafael Correa peut compter sur l'expérience acquise et sur les équipes qui se sont formées depuis toutes ces années, avec leurs qualités mais aussi avec leurs erreurs. L'économie nationale se porte bien en ce moment et le tableau régional est positif. Un bon gouvernement de gauche en Équateur représenterait un bon exemple - ou mauvais selon les intérêts - pour l'Amérique du Sud. Afin de passer de l'espoir à la démonstration qu'il est possible de réaliser les rêves, et de prouver que la gauche latino-américaine est plus près de l'idéal de Tomas Moro et des rêves de Dolores Cacuango - la plus grande leader du mouvement indigène équatorien - que des cauchemars et des Goulags de Staline.

\* **Nelson F. Núñez Vergara** est expert international en système et communication et ex-directeur de planification de la CONAIE.

*Post-scriptum :*

**Notes :**

---

[1] Parti de droite.

[2] Parti Social Chrétien

[3] Parti de l'ex-président Lucio Gutierrez

[4] Organisation Internationale du Travail

[5] Tribunal Supremo Electoral. L'institution qui organise les élections

[6] [Parti Autochtones, Avec relations avec la CONAIE et le mouvement autochtone

[7] Une compagnie Étatique Brésilienne

[8] Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole

[9] Confédération Nationale d'Organisations Champêtres, Indigènes et Noires